



Rapport d'Activités **2015**

**CDSE**

Club des Directeurs de Sécurité / Sûreté des Entreprises



# Sommaire

• <b>Le mot du Président</b>	2
• Résumé de l'année 2015	3
• Nos objectifs en 2016	4
• CDSE, un centre d'échanges et d'entraide	6
• Calendrier des événements CDSE pour l'année 2015	7
• Le baromètre de la sécurité des collaborateurs à l'international	9
• La revue Sécurité & Stratégie	11
• Les commissions	12
• Le journal des DSE	26
• Veille / Alerte	27
• Internet	27
• <b>Adhérer au CDSE en 2016</b>	28





Alain JUILLET - Président du CDSE

# Le mot du Président

L'année 2015 restera dans l'histoire comme une année noire pour notre pays avec deux attentats terroristes majeurs. Ils ont fait prendre conscience de la nécessité de se protéger contre des actions violentes, dirigées de l'extérieur, pouvant toucher des français de toutes origines dans des sites publics ou privés. Mais ceci n'est qu'un aspect de la problématique générale de sûreté et de sécurité.

Nos concitoyens qu'ils soient chefs d'entreprises, hauts fonctionnaires, salariés ou professions libérales sont confrontés à une perte des valeurs éthiques et morales qui se concrétisent dans une palette d'actions allant des incivilités à l'ultra violence. Dans le même temps le développement du numérique dans le cyber espace s'est accompagné d'attaques cyber de plus en plus efficaces et agressives allant du piratage à la demande de rançon. L'escroquerie au président, dont le total des montants détournés ces dernières années passe les 300 millions d'euros, a ouvert les yeux de nombreux dirigeants sur le coût des failles de sécurité. Enfin, certains présidents ont découvert, à titre personnel, les conséquences civiles et pénales des agressions ou des prises d'otages de leurs missionnaires ou expatriés et de leurs familles à l'étranger quand on a été imprudent ou laxiste.

Notre monde est de moins en moins sûr et la multiplicité des risques ne fait que s'amplifier avec les nouvelles pratiques, les nouvelles technologies et la variété des types de criminalité. Dans ce cadre la sécurité est devenue une nécessité incontournable à titre personnel et professionnel. Face à l'exigence croissante de sécurité collective l'Etat ne peut pas tout faire et les entreprises doivent prendre leur part du fardeau. Encore faut-il qu'elles soient bien informées, qu'elles sachent définir leurs priorités, qu'elles suivent les évolutions en matière d'attaque et de défense, qu'elles acquièrent une capacité d'anticipation, et qu'elles apprennent à gérer ce type de crise. Tout ceci nécessite des moyens humains et matériels

car la sécurité a un coût qu'il faut assumer pour mieux se protéger d'autant que les assurances ne couvrent pas la totalité des risques. On ne peut pas faire d'économies sur les dépenses de sécurité et encore moins les réduire pour préserver un résultat financier. C'est pourquoi le responsable de la sûreté ou de la sécurité doit être proche des dirigeants pour leur permettre d'analyser, de prévoir et de réagir de la manière la plus efficace possible.

Le succès du CDSE vient sans doute de son statut de Club dans lequel chacun peut échanger avec les autres membres dans le respect d'une stricte confidentialité. Les 13 commissions thématiques et les 21 séminaires internes ont permis aux adhérents de sélectionner pour eux et leurs collaborateurs ce qui répond le mieux à leurs problématiques. Sur le plan extérieur le désormais classique Colloque européen des directeurs de sécurité à l'OCDE est devenu un lieu de rencontre pour toute la profession et les pouvoirs publics. Enfin un des 4 numéros annuels de notre revue Sécurité et Stratégie a connu en 2015 le plaisir de battre le record de vente pour ce type de publication à la Documentation française.

Il nous reste beaucoup à faire pour comprendre l'avenir et nous y préparer, pour continuer la sensibilisation des cadres et dirigeants sur ces nouvelles menaces, ou pour connaître l'environnement international et ses pratiques sécuritaires et concurrentielles. Ceci fait partie des objectifs fixés pour 2016 dans le cadre des deux séminaires d'orientations tenus au début de cette année. En dépit de la conjoncture ce sont de beaux chantiers que nous allons devoir réaliser avec l'aide de l'équipe de permanents qui sont un maillon essentiel de notre organisation et la collaboration de tous les adhérents.

quelques  
chiffres

- **Le CDSE regroupe 105 entreprises membres.**
- **9 nouvelles entreprises ont rejoint le CDSE en 2015 :** Clarins, Chanel, Disneyland Paris, Edenred, France Télévisions, Fromagerie Bel, Hermès, Stet & Sodexo.
- **13 commissions** vectrices de création de doctrine, d'outils et de référentiels de bonnes pratiques.
- **Le 8<sup>ème</sup> colloque européen des directeurs de sécurité d'entreprises a rassemblé 750 personnes à l'OCDE.**
- **12 000 visites mensuelles sur le site internet du CDSE :** [www.cdse.fr](http://www.cdse.fr)
- **Un cahier technique sur la géolocalisation** a été diffusé à un millier d'exemplaires (de nouvelles éditions sont en préparation).
- **Plus de 21 séminaires internes** ont été organisés autour de sujets aussi divers que la gestion de crise, la sécurité à l'international, la fraude, la cybersécurité...
- **Une dizaine de conférences téléphoniques en période de crise internationale** ont été organisées entre le Ministère des affaires étrangères et le CDSE.
- **4 numéros par an de la revue Sécurité & Stratégie** sont réalisés en partenariat avec la Documentation française. La revue est disponible sur le site du Cairn.info, diffuseur en ligne de revues de sciences humaines et sociales. Devenue une revue de référence, le nombre de ses lecteurs est croissant et se diversifie.
- **70 numéros du journal des DES**, newsletter mensuelle du CDSE.  
Lue par plus de 2 500 personnes chaque mois, cette newsletter existe depuis 2008.
- **1 Baromètre annuel de la Sécurité des collaborateurs à l'international.**
- **1 catalogue d'offre de formations mis en place avec des organismes partenaires :** l'ENSP, l'ESCP EUROPE, INHESJ & l'EPITA.
- **Le CDSE a été présent sur plusieurs salons :** APS, Milipol, Access Security.

23823000  
23 94  
456789909888654  
0588 7654 3235786  
00  
0011 4569596967 92451234 209

# Nos objectifs en 2016

---

## Développer la réflexion prospective.

Nouvelles menaces, nouvelles technologies de sécurité, il est nécessaire de donner aux directions de la sécurité et de la sûreté des outils d'anticipations qui leur permettent de se préparer au mieux aux crises de demain.

## Développer l'Européanisation du CDSE.

Des relations plus importantes avec les institutions de l'Union Européenne et avec d'autres structures associatives internationales seront mises en place autour du partage d'information et de retours d'expérience à l'échelle européenne.

## Diffuser la culture sécurité.

Sensibiliser, former, informer pour diffuser les enjeux de la fonction sécurité/sûreté. Autour de séminaires, de conférences et de modules de sensibilisation, le CDSE contribue à l'appropriation par le plus grand nombre des problématiques de sécurité.

## Développer une base documentaire

notamment via la création de nouveaux cahiers techniques et la refonte de l'intranet afin d'offrir aux membres du CDSE des outils opérationnels les aidant dans leur activité. La vocation de ces cahiers est également de rationaliser la production des commissions et de capitaliser des bonnes pratiques sur des thèmes ayant trait à la sécurité.

## Réaliser des études

en fonction des besoins des directions sécurité / sûreté (sur le modèle du baromètre annuel de la sûreté à l'international). Proposer des analyses de tendances sur des thèmes utiles aux adhérents.

## Ouvrir le Club aux PME- PMI

en leur offrant une sphère d'échanges adaptée.

## Valoriser la fonction sécurité/sûreté dans l'entreprise

en menant des actions de réflexion autour de l'évolution des métiers.



Colloque du CDSE à l'OCDE

---

# CDSE

## un centre d'échanges et d'entraide

Conférences, petits déjeuners, AG, commissions et séminaires.

---

**Le CDSE organise différents temps de rencontres au cours d'une année.**

- **Des séminaires fermés mensuels :**

Ils sont l'occasion d'avoir un éclairage extérieur sur un thème particulier (le marché de la sécurité, le management de la sécurité, les nouvelles normes en matière de sûreté au niveau international...) ou de permettre aux membres et aux partenaires (ministère de l'Intérieur, ministère des Affaires Etrangères et du Développement International, ministère de l'Economie, ministère de la Défense...) de réaliser une intervention sur un sujet. Ces séminaires ont pour vocation à la fois de permettre l'échange entre membres, entre secteur public et privé, et également de réaliser de la veille.

- **Un séminaire annuel d'une journée :**

Véritable moment de convivialité, il est organisé comme un moment d'échanges entre professionnels de la sûreté/sécurité.

- **Une Assemblée Générale :**

Elle est le lieu de réflexions sur l'évolution du CDSE et de ses actions. C'est également un moment d'informations et de rencontres avec nos partenaires.

- **Un colloque annuel :**

Le CDSE organise un colloque annuel qui permet aux entreprises membres, aux institutionnels et aux prestataires de se retrouver autour d'une problématique relative à la sûreté/sécurité d'entreprise. En 2015, le colloque a porté sur le thème : "Sécurité 2020 : nouvelles menaces, nouvelles réponses". Il s'est déroulé le 10 décembre à l'OCDE. 750 personnes y ont participé.

- **Des commissions :**

Elles sont créatrices de doctrine, d'outils et de référentiels de bonnes pratiques pour les directeurs de sécurité/sûreté. Cette année, les membres se sont réunis au sein de 13 commissions :

- Comité de Sûreté Internationale (COSI),
- gestion de crise,
- intelligence économique,
- sécurité privée,
- protection de l'information,
- fraude,
- cybersécurité,
- prévention des vols de métaux,
- protection des installations,
- continuité d'activité,
- radicalisation (créée à la fin 2015),
- sûreté internationale (commission mixte avec le Cindex - Centre Inter-entreprises de l'Expatriation),
- CDSE Junior.

# CALENDRIER

# des événements

DATE	THÈME	CONFÉRENCIERS	ÉVÉNEMENTS
06/01/15	Vœux du CDSE.	Alain JUILLET Président CDSE et Thierry COUDERT, délégué aux coopérations de sécurité (Ministère de l'Intérieur).	Cérémonie
09/01/15	Présentation du projet de loi relatif au secret des affaires.	Floran VADILLO, collaborateur du Président de la Commission des Lois-Assemblée Nationale Jean-Jacques URVOAS.	Petit-déjeuner CDSE
15/01/15	Red team, tests d'intrusion coordonnées physiques, logiques humaines, quelle stratégie d'approche offensive pour valider la protection de vos sites critiques ?	Jean GOURSAUD (Directeur de la Sécurité du Groupe DCNS), Luc ALLOIN et Dominique POURCHET (Securymind), avec la collaboration de l'Amiral Arnaud COUSTILLIERE, Officier Général «Cyber-Défense».	Petit-déjeuner CDSE
22/01/15	Comment sécuriser vos actifs mobiles à travers les moyens humains et la géolocalisation ?	Claude JAUBERT (Deveryware) et Alain LIONNET (Brinks).	Petit-déjeuner CDSE
08/02/15	Baromètre de la Sécurité des collaborateurs à l'international.	Le CDSE, Opinion Way et Axa Assistance.	Conférence
19/02/15	Le cas Sony : retour d'expérience.	Gerome BILLOIS, Expert Cyber Sécurité, Solucom.	Petit-déjeuner AIR LIQUIDE
28/03/15	Silos et nouvelles menaces.	Francis HOUNNONGANDJI, Président ACFE France ; Alain JUILLET, Président du CDSE ; Maurice DHOOGHE, Directeur de sûreté de Schneider Electric ; Brigitte HENRI, Directrice de contrôle des risques opérationnels de la BRED - Banque Populaire ; Jocelyn GRIGNON, Associé Audit & Sécurité des Systèmes d'Information, TUILLET ; un cadre de la Direction Centrale du Renseignement Intérieur (DCRI), en charge de la sécurité économique, Maître Emmanuel DAOUD, Cabinet Vigo, Bruno CAYZAC, Directeur de la Sûreté de Danone ; Philippe THOUVENOT, Directeur-Adjoint de contrôle interne de Veolia Environnement ; Gilles HILARY, Professeur à l'INSEAD Hugh PENRI-WILLIAMS, Vice-Président ACFE France. Jean-Paul PHILIPPE, ex-Chef de la Brigade Centrale de la Lutte contre la Corruption (BCLC), Vice-Président ACFE France.	Conférence
28/04/15	Comment réduire les menaces et la vulnérabilité face aux engins piégés dans l'entreprise.	M. Heiko DETHIER, Président Directeur Général de FAE.	Petit-déjeuner CDSE
07/05/15	Droit à la vigilance.	Maître Emmanuel DAOUD, Vigo Cabinet d'Avocats.	Petit-déjeuner CDSE
28/05/15	Visite au sein de la Gendarmerie des Transports Aériens.	Colonnel HUBERT ; Lieutenant Colonel DELANNOY, Gendarmerie Transports Aériens Roissy.	Matinée CDSE
01/06/15	Retex de la cyber attaque contre TV5 Monde.	Erwan Keraudy et Nathan Sigal, experts cyber sécurité, Cybelangel.	Réunion

DATE	THÈME	CONFÉRENCIERS	ÉVÉNEMENTS
09/06/15	La Sécurité aérienne.	Grégory la VILLE de la PLAIGNE, Clydeco.	Petit-déjeuner CDSE
24/06/15	Solution de géolocalisation sur smartphone.	Organisé par Alain BELLEFACE, Directeur de la Sûreté (VINCI) autour des interventions de jeunes entrepreneurs.	Petit-déjeuner organisé par Alain BELLEFACE ( Groupe Vinci)
03/07/15	Assemblée Générale.	Alain JUILLET, Président du CDSE et les membres du CDSE.	Réunion
10/09/15	Techniques de l'interview, menée dans le cadre d'une investigation interne d'entreprise en contexte international en partenariat avec ACFE-France.	Sherman Mc GREW, J.D., CFE.	Conférence (organisée par la Commission Fraude)
17/09/15	Sécurité des SCADA et contexte LPM/OIV.	Hervé SCHAUER et Christophe RENARD (experts).	Petit-déjeuner CDSE
24/09/15	Ministère de l'Intérieur : présentation des services et des missions du Ministère de l'Intérieur en lien avec les Directions Sécurité / Sûreté des entreprises.	DCPJ -Direction Centrale de la Police Judiciaire (OCLO-Office Central de Lutte contre le Crime Organisé, OCLCIFI - Office Central de Lutte contre la Corruption et les Infractions Financières et Fiscales, OCRGDF - Office Central pour la Répression de la Grande Délinquance Financière, OCLDI - Office Central de Lutte contre la Délinquance Itinérante, DCI - Direction de la Coopération Internationale, DGSI - Direction Générale de la Sécurité Intérieure, et M. le Préfet chargé de la lutte contre les cybermenaces.	Matinée CDSE
06/10/15 07/10/15	Le retour d'expérience des interventions du GIGN et du RAID le 9 janvier 2015, et analyse des menaces actuelles. Autres thèmes évoqués : la prise de décision en situation d'incertitude, retour d'expérience sur l'évacuation de l'Ambassade de France en Lybie et les effets des tirs et munitions en grandeur réelle.	Colonel Hubert BONNEAU, Commandant du GIGN et le Général Jean-Michel FAUVERGUES, Chef du RAID.	Séminaire annuel au GIGN
26/11/15	Méthodologie de recueil de preuves en entreprises.	M. Fortunato GUARINO (Faurecia, Strategic Information Security Director) et Sylvain BECK (Faurecia, Cyber Defence & Physical Assets Protection Deputy Director.	Petit-déjeuner CDSE
04/12/15	Sécurité 2020 : nouvelles menaces, nouvelles réponses.	Patrice CAINE (Président Directeur Général, THALES), Alain JUILLET (Président, CDSE), Mireille BALLESTRAZZI (Président d'Interpol) et Gilles DE KERCHOVE (Coordinateur de l'Union Européenne pour la lutte contre le terrorisme), Pascal BONIFACE (Directeur, IRIS) Patrick CALVAR, Stephan CRETIER (président Directeur Général, GARDA), Jean-Jacques GUILBAUD (Secrétaire Général, TOTAL), Xavier GUIZOT (Directeur Risks & Compliance, CARREFOUR), Catherine PIANA (Directrice Générale Adjoint, ANSSI), Jean-Jacques ROCHE (Directeur de Recherche, IHEDN) (Directeur Général DGSI) Jean-Baptiste CARPENTIER (Délégué, Délégation Interministérielle à l'Intelligence Economique), Pascal CREPIN (Directeur Sûreté, AIR LIQUIDE), Volker WAGNER (Chief Security Officer, DEUTSCH TELEKOM, Président, ASW), Maurice DHOOGHE (Senior Vice-Président, Global Security, SCHNEIDER ELECTRIC), Denis FAVIER (Directeur Général de la Gendarmerie Nationale), Thierry DELVILLE (Délégué ministériel aux industries de sécurité, Ministère de l'Intérieur), Patrick ESPAGNOL (Directeur Sûreté, EDF), Stéphane LENCO (National Information Management Security Officer, AIRBUS GROUP), Stéphane VOLANT (Secrétaire Général, SNCF), Jean-Gabriel GANASCIA (Professeur, Université Pierre & Marie Curie), Florent CHABAUD (Vice-Président, TECHNICOLOR®, eLIE bursztein (Anti-abuse Research Lead, Google Inc), Didier Le BRET (Coordinateur National du Renseignement, Elysée), Laurance NKAOUA (Les Echos).	Colloque annuel
17/11/15	La Sûreté dans les métiers du BTP	Alain BELLEFACE (Directeur Sûreté, VINCI) et Bruno LEFEBVRE (Directeur Sûreté, BOUYGUES).	Rencontre sectorielle

# Le Baromètre de la Sécurité des collaborateurs à l'international

En février 2016, le CDSE a présenté les résultats de son deuxième Baromètre de la Sécurité des collaborateurs à l'international. Cette étude a été réalisée du 30 novembre au 11 décembre 2015 <sup>(1)</sup>.

- L'édition 2015 révèle une forte augmentation de la perception de l'insécurité à l'international. En effet, 82 % des dirigeants interrogés considèrent que l'insécurité à l'international représente une menace, contre 74 % en 2014. La menace terroriste arrive en premier dans la liste des risques potentiels, avec une augmentation de 28 points depuis 2014. Les événements tragiques de l'année 2015, aussi bien en France qu'à l'étranger, ne sont pas sans rapport avec cette hausse.

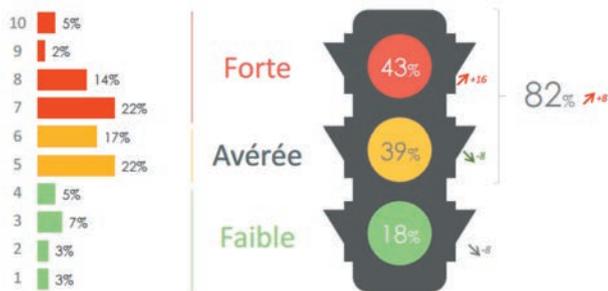
## Perception de l'insécurité à l'international pour la France : progression d'une menace forte.

Q16. Sur une échelle de 1 à 10, quelle note donneriez-vous pour évaluer la menace que représente l'insécurité à l'international pour la France, ses entreprises et ses citoyens ?



ENSEMBLE DES RÉPONDANTS  
303 répondants

### L'insécurité à l'international représente une menace...



... pour la France, ses entreprises et ses citoyens.

MOYENNE : 5.9 (↗+0,4)

<sup>(1)</sup> Méthodologie de l'enquête :

Étude Opinion Way réalisée auprès d'un échantillon de 303 dirigeants, responsables, DRH... d'entreprises françaises de plus de 50 salariés qui ont envoyé au cours des 12 derniers mois au moins un salarié à l'étranger. La représentativité de l'échantillon a été assurée par un redressement en termes de secteurs d'activité et de tailles salariales (univers des entreprises de plus de 50 salariés). Les interviews ont été réalisées du 30 novembre au 11 décembre 2015.

- Deuxième constat : l'écart entre cette prise de conscience et la menace pour l'entreprise elle-même reste cependant important : seulement 19 % des dirigeants interrogés se sentent directement exposés, contre 20 % en 2014 et seule 1 entreprise sur 4 dispose aujourd'hui d'un dispositif d'accompagnement et de gestion de crise lors de déplacements de ses collaborateurs à l'étranger.

**Le sentiment d'exposition à des risques à l'international pour l'entreprise reste modéré.**

Q2. Estimez-vous que votre entreprise est exposée à des risques à l'international ?



ENSEMBLE DES RÉPONDANTS  
303 répondants



Cependant, 50 % des entreprises interrogées ont aujourd'hui une personne dédiée à la gestion de la sécurité des collaborateurs à l'international, ce qui représente une hausse de 19 points comparé à 2014. Cette augmentation peut être perçue comme un signe encourageant dans la perspective d'une volonté de professionnaliser ces enjeux de sécurité/sûreté.

NSP : 2%

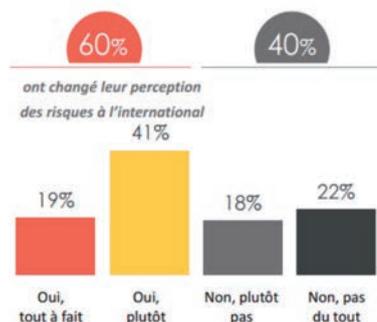
- Enfin, l'actualité française (attentats de janvier et novembre 2015) qui a changé la perception des risques sur le territoire Français :

**Une actualité Française (attentats de novembre) qui a changé la perception des risques sur le territoire Français.**

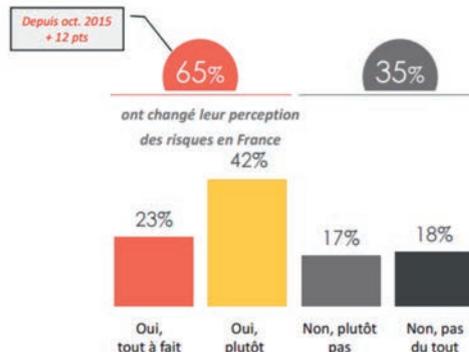


ENSEMBLE DES RÉPONDANTS  
303 répondants

Q18. L'actualité récente en France a-t-elle changé votre perception des risques à l'international ?



Q19. Et cette actualité a-t-elle changé votre perception des risques sur le territoire Français ?



# Sécurité & Stratégie

Au cœur des problématiques de sécurité d'entreprise et de gestion des risques, Sécurité & Stratégie est une revue qui apporte une approche transversale et comparative d'études universitaires et d'expériences de professionnels.

Chaque trimestre, la revue offre un dossier thématique (fuite d'information, réputation, sécurité à l'international...) et des rubriques d'actualité (réglementation, comptes rendus de conférences...). Le comité d'orientation est composé de 35 experts (universitaires, directeurs des risques, institutionnels...).

Les dossiers de la revue de 2015 ont été :

- « Continuité d'activité et résilience » (Février 2015),
- « Protéger les collaborateurs à l'international » (Juin 2015),
- « Renseignement et Terrorisme » (Novembre 2015).

Depuis 2013, la revue dispose de son site internet [www.securite-strategie.fr](http://www.securite-strategie.fr)

Tous les articles de la revue depuis le premier numéro sont désormais disponibles sur le portail de Cairn : <http://www.cairn.info/>

The screenshot displays the website for 'Sécurité & Stratégie'. At the top, the title 'Sécurité & Stratégie' is prominently featured. Below it, the current issue is highlighted: '18 CONTINUITÉ D'ACTIVITÉ ET RÉSILIENCE'. The website lists the editorial board, including Alain Coursaget and Laurent Nias, and provides a table of contents with articles such as 'De la résilience à la continuité d'activité', 'Continuité, anticipation et résilience', and 'Le plan de continuité d'activité : approche méthodologique'. There are also sections for 'Témoignages' and 'Les réseaux techniques urbains : infrastructures essentielles pour la mise en place de stratégies de résilience'. The website also promotes subscriptions and offers a 'Paielement sécurisé' option. At the bottom, there is a section for 'Extrait les plus consultés' and a footer with contact information and the Cairn logo.

# Les commissions

**Comité de sûreté internationale  
(COSI)**

---

**Gestion de crise**

---

**Intelligence Economique**

---

**Sécurité privée**

---

**Protection de l'information**

---

**Fraude**

---

**Cyber sécurité**

---

**Prévention des vols de métaux**

---

**Protection des installations**

---

**Plan de Continuité d'Activité**

---

**Radicalisation en entreprise**

---

**CDSE Junior**

---

# Comité de sûreté internationale (COSI)

---

Le COSI a pour objet de donner aux Directions de la Sûreté des entreprises représentées un rôle prospectif en matière d'analyse des risques liés à leurs implantations internationales actuelles ou à venir. Le COSI a également pour objectif d'élargir la vision des membres par la mise en perspective des problématiques Sûreté à l'aide d'une grille de lecture qui prend aussi en considération les paramètres géopolitiques ou économiques.

Pour cela, le COSI organise des réunions d'échanges zones/pays entre les directions Sûreté des sociétés membres du CDSE alimentées par leur contribution volontaire au travers de retours d'expériences. Chaque réunion accueille un « grand témoin » reconnu pour son expertise sur la zone étudiée. Les échanges s'organisent autour d'un cercle restreint de participants, qualifié de « groupe de confiance », afin de garantir une qualité d'échanges dans un cadre confidentiel.

L'Académie de Diplomatie Internationale coopère avec le COSI à travers l'organisation de conférences périodiques sur des thèmes d'actualité dont le contenu intéresse (mais pas exclusivement) la problématique sécuritaire.

## Quelques temps fort du COSI en 2015 :

- **Mars 2015 : « Les enjeux de sécurité « Asie - Pacifique » vus des Etats et territoires insulaires ».**  
Rencontre avec C. LECHERVY,  
(Ambassadeur - Secrétaire permanent pour le Pacifique. Conseiller pour les affaires stratégiques et l'Asie à la Présidence de la République (2012 - 2014).
- **Mai 2015 : « La RUSSIE et l'OCCIDENT à l'épreuve de la crise UKRAINIENNE ».**  
Rencontre avec Tatiana KASTOUEVA-JEAN,  
responsable du Centre RUSSIE-NEI à l'IFRI.
- **22 Octobre 2015 au Musée de l'Homme :**  
Invitation spécialement réservée aux membres du COSI au Colloque organisé en partenariat avec l'OSI (Observatoire Social International) sur le sujet d'actualité et particulièrement sensible du «fait religieux dans l'entreprise».
- **12 Novembre 2015 :**  
Rencontre avec le Général Christophe GOMART patron de la Direction du Renseignement Militaire (DRM) sur le thème de « l'Actualité géopolitique et sécuritaire internationales ».

---

# Commission gestion de crise

---

## Bilan 2015 :

- **53 entreprises** et organismes partenaires étaient inscrits à notre commission représentés par **69 membres**.
- **8 nouvelles entreprises** sont entrées dans la commission en 2015.

- **9 réunions** ont eu lieu sur **7 sites différents**.

Le Nombre total de participants est de 182 soit une moyenne de 20 personnes par réunion.

# THEMES

# abordés en 2015

DATE	LIEU	PARTICIPANTS	SUJETS ABORDÉS
06/15	RENAULT	16	- Présentation du dispositif de crise RENAULT - Bilan 2014 et perspectives 2015 pour la Commission
04/02	CDSE	17	- Opposition violente aux grands projets sur la base de retours d'expérience - Conséquences pour les entreprises de l'attentat de Paris début janvier
03/03	RENAULT	24	- Présentation du dispositif de communication de crise de la SNCF
07/04	ENGIE	26	- Présentation du dispositif de gestion de crise Global Gas GNL - Retour d'expérience Germanwings - Présentation de l'INHESJ et des sessions nationales
05/05	MAEDI CENTRE DE CRISE ET DE SOUTIEN	27	- Présentation du centre de crise et de soutien et de ses missions - Présentation des fiches «Conseils aux voyageurs» - Point sur la situation internationale
09/06	AIR FRANCE	16	- Présentation du dispositif de gestion de crise d'Air France - Complexité de la gestion de crise dans le transport aérien
08/09	CDSE	20	- Gestion de crise et cyber-attaque (Process, organisation, échange entre les participants)
03/11	ORANGE	20	- Un exemple d'intégration du médical dans la cellule de crise et du binôme Orange Santé et Sécurité - Retour d'expérience d'Orange sur la gestion de crise sur EBOLA en Afrique
01/12	VINCI	24	- Dispositif de gestion de crise de Vinci au regard des crises traitées en 2015 - Point de situation COP 21 - Tour de table sur dispositif mis en place par les entreprises suite aux attentats de Paris du 13/11

## Les projets pour 2016 :

### Les sujets abordés seront :

- Les différents outils de gestion de crise
- Organisation du dispositif de crises d'une Préfecture
- Comment mieux intégrer l'intervention des politiques dans la gestion de crise ?
- Les cyber attaques et la gestion de crise
- Réseaux sociaux et communication de crise
- Compliance et gestion de crise
- Gestion de crise dans la durée
- Déploiement des dispositifs de crise dans les entreprises

### Visites possibles :

- Centre des Opérations (BSPP)
- COGIC
- Direction Générale de la Gendarmerie Nationale



---

# Commission Intelligence Economique

---

## Bilan 2015 :

La commission a été créée le 8 juillet 2015. Une trentaine de participants s'y sont inscrits, représentant environ 25 entreprises membres du CDSE. Deux réunions se sont tenues en 2015, chaque réunion a fait l'objet d'un ordre du jour et d'un compte-rendu accompagné d'un relevé de décisions.

La première réunion s'est déroulée le 4 septembre 2015. Elle a permis au président de la commission IE de présenter les objectifs de la commission, sa vision de l'IE, et une proposition de sujets qui pourraient être échangés. Les participants se sont quant à eux présentés, ont dressé très rapidement l'organisation et la maturité de l'IE dans leurs entreprises, et enfin mentionnés leurs attentes vis-à-vis de la commission IE.

### Les participants ont soulevés deux questions :

Le livre blanc sur la défense préconise la création d'acteurs de confiance pour les gros contrats. Or pour les entreprises ayant des capitaux publics, il y a obligation de suivre des procédures de mise en concurrence (cahier des charges, appels d'offre...). Certaines entreprises prestataires ne donnent pas suffisamment de gages de respect de la confidentialité des informations qui leur sont transmises à cette occasion : exemple aux USA (loi FISA, Patriot act...), la Chine, Israël... Pourtant, on ne peut pas rejeter ces entreprises au simple fait qu'elles sont de ces nationalités. Que peut-on faire légalement pour protéger son patrimoine ?

Dans le cadre de leurs activités d'IE (ou autre), les entreprises collectent renseignements et informations sur d'autres entreprises ou des personnes (prévision d'embauche, sous-traitants, apporteurs d'affaires...). Ces informations sont, pour la plupart, obtenues à partir de sources ouvertes : quel usage légal peut-on en faire, quel est le régime juridique de leur opposabilité, quelles conséquences en cas de contentieux ?

### Il a été décidé de faire intervenir 2 avocats pour y répondre.

La deuxième réunion s'est déroulée le 19 novembre 2015. Maître Olivier de MAISON ROUGE y est intervenu pour répondre à notre question N°2 au travers d'une présentation intitulée « le droit des secrets d'affaires et de l'intelligence économique ».

Antoine DE LA ROCHEBROCARD a présenté le dispositif anti-fraude et corruption du Groupe RENAULT. Enfin, un retour sur les échanges du 15 novembre entre le CDSE et la D2IE (Délégation interministérielle à l'intelligence économique<sup>(2)</sup>) a été fait aux membres de la commission. Les propositions adressées par le CDSE au délégué (Jean-Baptiste CARPENTIER) ont été bien reçues, elles seront, pour partie, incluses dans un protocole qui sera rédigé en 2016 entre le CDSE et la D2IE (désormais CISSE).

---

<sup>(2)</sup> Désormais Commissariat à l'Information Stratégique et à la Sécurité Economiques (CISSE).

## Les projets pour 2016 :

### Les sujets abordés seront :

- Etudier la complémentarité de l'action de l'Etat et des entreprises (organismes...) en matière d'IE. Ce que l'Etat peut apporter ou pas, ce que l'entreprise doit/peut couvrir (exemple : le risque pays).
- Etudier la mise en place d'un réseau d'alerte des membres de la commission (modalités à voir, chiffrage messagerie).
- Réfléchir à la mise en place d'un outil de collecte permettant à un réseau d'acteurs de confiance :
  - Le partage avec l'état de faits avérés (comprenant description le contexte, les acteurs, les faits, les conséquences).
  - Une analyse prédictive de faits semblables.
  - L'étude de modalités de couverture des risques.
- Due Diligence : méthode, rubriques & objectifs.
- Définir la mission IE dans une direction sécurité/sûreté et interactions avec d'autres directions (Stratégie, Affaires Publiques, Juridiques...).
- Quels « clients » internes pour l'IE ?
- Réfléchir aux limites (juridiques, éthiques...) de l'IE dite « offensive », de l'exploitation du Deep Web,...
- Comment sensibiliser les personnels de l'entreprise, selon leur niveau de responsabilité, à la problématique de l'IE ?
- Comment concilier information et nécessaire discrétion ?

---

# Commission sécurité privée

---

L'objectif de la commission est de répondre aux besoins de ses membres en favorisant les échanges sur des sujets ponctuels et opérationnels, tout en étant utile à l'ensemble des membres du CDSE par ses réflexions sur des sujets clés.

## Bilan 2015 :

**20 sociétés sont inscrites.**

**7 réunions en 2015 avec 10 participants en moyenne à chaque rencontre.**

- Présentation par la société d'accueil de ses problématiques en la matière
- Discussion sur des thèmes d'actualités ou d'intérêt (Post attentat, Assemblées Générales, gardes armés, normes...)

**Des notes de synthèses rédigées sur 5 thèmes de travail :**

- La cadre réglementaire et normatif

- Le cycle des prestataires
- La formation des agents
- L'interaction entre sécurité privée et sécurité publique
- Les technologies

**Un thème traité de manière plus approfondie :**

**La formation :**

- Enrichissement de la note de synthèse par nos réflexions
- Rencontre et échanges avec les responsables des organismes de formation de la branche

**Une diffusion régulière d'informations**

- 5 « Flash Actualités » diffusés
- Monographie du secteur en 2015 sur les entreprises et les Hommes
- Une diffusion régulière d'informations sur le secteur, les évolutions...

### Une participation à différents groupes de travail

- Mission « M »
- « Donneurs d'ordre » du CNAPS

proposer aux administrateurs du CDSE

- Rencontre avec les dirigeants des organisations professionnelles de la sécurité privée
- Participation aux travaux du CNAPS

### Les projets pour 2016 :

- Poursuite sur la dynamique engagée en 2015
- Poursuite des travaux sur la formation avec pour objectif de finaliser une note de vision et position à

## Commission protection de l'information

### Objet de la commission :

Permettre aux membres du CDSE de trouver un lieu d'échange et de partage d'expériences concernant la protection de l'information.

### Rappel sur la commission CDSE « protection de l'information »

La « commission protection de l'information » est une commission d'échanges.

### Activité de la Commission en 2015 :

Ci-dessous les dates et sujets des réunions de la Commission en 2015 :



DATE	SUJET PRINCIPAL A L'ORDRE DU JOUR
09/02/2015	CRM et sécurité dont Salesforce avec entre autre la problématique de concentration / recoupement des données personnelles
13/04/2015	Les fonctions cloud embarquées dans les produits sur étagère (office 365, Acrobat, SIRI, ...), impact sur la sécurité de données, motivation des vendeurs, moyen de protection des données.
22/06/2015	Comment apprécier et rendre compte aux dirigeants de l'amélioration de la sécurité SI ? Mesurer quoi ? Comment mesurer l'efficacité des Tdb, PDCA, quels KPI ?
05/10/2015	Réflexion sur les règlements intérieurs dans le contexte d'évolution de la digitalisation.
30/11/2015	Comment protéger des données personnelles des salariés et assurer la conformité réglementaire en particulier dans un contexte international.

Conformément au fonctionnement des commissions d'échanges, ces réunions ont donné lieu à comptes rendus, qui sont rédigés dans le respect de l'anonymat des participants pour protéger la fluidité et la pertinence des échanges internes à la Commission.

## FRÉQUENTATION

22 entreprises ont participé au moins une fois aux réunions de la Commission, avec un groupe stable de dix entreprises ayant participé à au moins trois réunions. La moyenne de fréquentation s'élève à 14 entreprises (si l'on exclut la réunion du 30/11 insuffisamment représentative de ce point de vue à cause de la COP21 et des attentats du 13 novembre, certains membres de la Commission ayant été préemptés pour traiter les urgences).

L'industrie est principalement représentée (14 sur les 22) et 6 des 10 participants assidus (énergie, transports et constructeurs automobiles). Dans les services, on compte trois banques et cinq dans le secteur des télécoms / informatique.

## ORGANISATION / VIE DE LA COMMISSION

Les réunions se tiennent généralement tous les deux mois (sauf pendant les vacances d'été), alternativement chez un membre de la Commission qui se propose de recevoir.

La Commission est présidée par Matthieu Chaveyriat (Crédit Agricole S.A.), André Foissey (Orange) ayant décidé courant 2015 de mettre un terme à son mandat après plusieurs années de présidence.

## PERSPECTIVES 2016

Les réunions de la Commission sont planifiées pour 2016, avec une première réunion ce 1<sup>er</sup> février ayant réuni 14 entreprises autour du sujet suivant : « Prestataires : Cahier des charges, clauses sécurité des contrats, suivi et animation. Partage des bonnes pratiques, conditions des prises en main sur les ressources et contrôle. Engagement de confidentialité des administrateurs et des opérateurs, des prestataires de développement ».

---

# Commission fraude

---

### Objetif de la commission :

- Partager sur les pratiques liées à la lutte contre la Fraude (interne & externe)
- Développer des pratiques cohérentes, efficaces et respectueuses du Droit.
- Affirmer la Fonction Sûreté en tant que partenaire précieux du processus Ethique de l'Entreprise.

### Gouvernance & Méthode :

En 2015, la gouvernance de la Commission se composait :

- d'un Président,
- d'un Secrétaire,
- d'un « Confidentiality Keeper ».

## Bilan 2015 :

### Participations :

- 22 personnes, en moyenne, ont assisté aux 5 réunions de la Commission Fraude en 2015.
- 29 entreprises sont représentées dans la commission.

### Dates, lieux et thèmes des réunions 2015 :

DATE	LIEU	SUJETS ABORDÉS
26 janvier	EDF	- Lancement et conduite des investigations en Entreprise
30 mars	Soparind - Bongrain	- Les principaux outils de l'investigateur d'Entreprise
8 juin	AXA	- Les Dos & Don'ts en matière d'investigation à l'étranger
14 septembre	Imprimerie Nationale	- La fraude documentaire / Obtention de données personnelles
23 novembre	VINCI	- La recherche de preuves par surveillance et filature

*Intervenants extérieurs : Centre national de Formation à la Police Judiciaire (Gend) -KPMG Forensic - Police de l'Air et des frontières (PAF) - CNIL - Syndicat National des Agents de Recherches Privées.*

### Productions spécifiques :

- Conférence en anglais sur le thème « Interview & Interrogation » en coopération avec l'ACFE (Conférencier) et Axa (Structure d'accueil) 10 Septembre / 60 participants ;
- Création d'un Stage spécifique « Inspection Ethique en Entreprise » en partenariat avec le Centre National de Formation à la Police Judiciaire (CNFPJ). Première Session organisée du 24 au 27 novembre – 13 participants. Signature d'une Convention CDSE – Gendarmerie ;
- Création de 5 Fiches Memo

### Intervention externe au nom de la Commission Fraude CDSE :

Assises de la Sécurité (Monaco / 30 septembre) - animation d'une table ronde sur la Fraude

### Perspectives 2016 :

#### Thèmes qui seront abordés en 2016 :

- Comment rendre les Règles Ethiques opposables aux Salariés
  - L'utilisation de la vidéosurveillance ;
  - Comment fonctionnent les logiciels de détection de transactions anormales ;
  - Les techniques utilisées par les Fraudeurs pour créer de faux emails ;
  - L'analyse des logs.
- Effort particulier
  - Création de nouvelles Fiches Memo ;
  - Echanges réguliers avec l'OCRGDF ;
  - Echanges avec le CNAPS.



Centre National de Formation à la Police Judiciaire.

Stage « Inspection éthique en entreprise »,  
24 au 27 novembre 2015.



CDSE	Commission Fraude	Fiche Memo <b>02</b>
	<b>Consultation de la messagerie d'un salarié</b>	
<b>1 – Description de la Problématique</b>		
Lors d'une investigation dans le cadre d'une fraude interne, il peut être nécessaire de consulter la messagerie d'un salarié afin d'obtenir des éléments de preuve supplémentaires à charge ou à décharge et ainsi confirmer ou infirmer un faisceau de suspicion.		
<i>Noter: Lorsque le schéma de la fraude est complexe, l'impact sur les résultats financiers ou l'image de</i>		

CDSE	Commission Fraude	Fiche Memo <b>03</b>
	<b>Fraude au Président</b>	
<b>1 – Description de la Problématique</b>		
1.1 - Définition de la fraude au président Le fraudeur se fait passer pour un dirigeant important d'un Groupe et va demander à un collaborateur de procéder dans l'urgence à un virement sur un compte dont il va lui communiquer les coordonnées. Les motifs du virement seront fallacieux. L'objectif du fraudeur est d'utiliser d'une position d'autorité pour contourner les procédures du Groupe et détourner amies liquidités. La fraude au Président fait partie des fraudes aux Faux Ordres de Virements Internationaux (FOVI). L'OCRGDF estime qu'entre 2010 et 2015, les entreprises françaises ont subi un préjudice lié aux fraudes aux FOVI supérieur à 500M€.		

CDSE	Commission Fraude	Fiche Memo <b>06</b>
	<b>Fiche de Poste « Inspecteur Ethique en Entreprise »</b>	
<b>1 – Rattachement du poste</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Direction Sécurité de l'Entreprise ou</li> <li>• Direction de l'Audit et/ou du Contrôle Interne en hiérarchie directe</li> <li>• <i>« Possibilité d'inscrire ces postes éthiques » de l'Observatoire de la Sécurité des Ressources Humaines</i></li> </ul>		

# Commission cyber sécurité

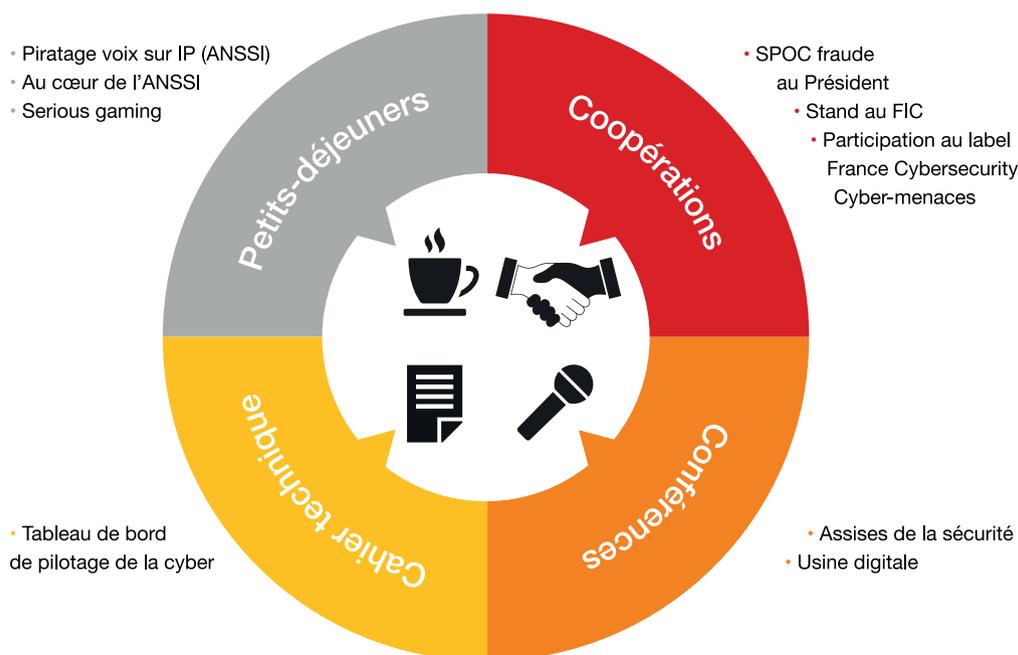
## BILAN 2015

PROMOTION  
CONNAISSANCE CYBER  
À L'EXTÉRIEUR DU CDSE

PROMOTION  
CONNAISSANCE CYBER  
AU SEIN DU CDSE



## PERSPECTIVES 2016



---

# Commission spécialisée prévention des vols métaux

---

## Les objectifs :

1. Partage de bonnes pratiques entre entreprises victimes,
2. Influence auprès des autorités françaises pour une prise en compte de ce contentieux dans toutes ses facettes, notamment auprès de la Commission Européenne,
3. Influence au sein d'organes européens,
4. Dimension opérationnelle en créant un réseau d'alerte dans une démarche préventive en partenariat étroit avec les forces de l'ordre,
5. Démarche prédictive en développement qui permet de prévenir les atteintes aux installations.

## Membres :

- EDF, ERDF, RTE, VINCI, SNCF, RATP, RENAULT, PEUGEOT, NEXANS, ERAMET, ORANGE, la FEDEREC, CNPA, Ecosystème, la filière de l'éolien (Kallistaenergy, Enertrag), FEDEM,
- Le ministère de l'intérieur : l'Office Central de Lutte contre la Délinquance Itinérante (OCLDI), Ecole des Officiers de la Gendarmerie Nationale.

---

# Commission protection des installations

---

## Bilan 2015 :

La Commission Protection des Installations comptait en 2015, 76 membres inscrits. Nous avons travaillé depuis décembre 2012 dans un format type club : il s'agit d'organiser des réunions autour de la formule « débat sur présentation d'un grand témoin ».

### Le programme 2015 a été le suivant :

Le 13/1/2015, nous avons organisé une réunion de cadrage pour l'année 2015, quel thème traiter et quelle format pour la commission. La très grande majorité des présents (25 personnes) s'étant prononcé pour la poursuite de la formule club. Un siège

permanant pour le CNPP à la commission protection des installations, occupé par différents experts en fonction de thèmes traités a été attribué au CNPP.

Le 4/3/2015, Madame Laurence MARCHAL (société Orange) a bien voulu accepter d'être vice-présidente de la commission protection des installations. A cette occasion, nous avons entendu Patrick Piffault, consultant expert du CNPP, qui est intervenu sur le thème : "technologies de sécurité anti malveillance : quels facteurs clés de succès pour des installations efficaces et pérennes. »

Le 19/6/2015, en partenariat avec le CNPP, une visite du plateau technique à VERNON a été organisée : Présentation des activités du Laboratoire « mécanique

malveillance », démonstration de lance thermique, démonstration de crochetage de serrures et pour finir présentation des Laboratoires « électronique de sécurité » avec visite sur le terrain (clôtures, caméras, etc.). Le 4/11/2015, une conférence par le groupe TIL-Technologie avec pour thème : Le contrôle d'accès, un point sur : les composants, les fonctions, l'architecture système et les points de vigilance.

#### Perspectives 2016 :

L'année 2016 a été lancée par un questionnaire distribué à l'ensemble des inscrits à la commission fixant l'agenda annuel et proposant 6 thèmes à classer par ordre de préférence pour les cinq sessions prévues dans l'année.

Cette parole donnée est très révélatrice des attentes

des membres qui doivent être les préoccupations premières des encadrants d'une commission. Des sessions potentielles avec d'autres commissions ad hoc ont été proposées.

#### Suite à ce sondage, le calendrier 2016 suivant est envisagé pour les 3 premières réunions :

- 18/2 Vidéo-protection quel usage pour la sûreté avec quelle technologie, intervenant société TEB.
- 7/4 L'évolution de la protection (humaine/électronique) face aux nouveaux risques de sûreté, le terrorisme notamment. Session possiblement commune avec la commission « entreprises de sécurité privées » (en recherche d'intervenants).
- 2/6 Etat du marché des dispositifs d'intégration / hyper-vision de sûreté.

---

# Commission Plan de Continuité d'Activité

---

#### Bilan 2015 :

- La commission PCA regroupe environ 20 personnes.
- Elle se réunit mensuellement.
- Le travail de la commission s'est focalisé sur les problématiques de « Crue de Seine ».

#### Perspectives 2016 :

Il a été convenu par les membres de la Commission PCA du CDSE d'instaurer un dialogue constructif avec la préfecture de zone de défense, échange qui se matérialise par la présence de deux de ses représentants lors de chacune de nos sessions de travail. Ce travail s'est traduit dans un premier temps par la

création de matrices permettant la consolidation des besoins des entreprises privées (hébergement, restauration, carburant...) au regard des ressources disponibles en Ile de France. Dans un deuxième temps, il a permis de localiser les sites sensibles de continuité d'activité via un Système d'Information Géographique. Ce projet doit permettre aux acteurs de gagner en visibilité quant à la menace, de mettre en place des solutions de continuité d'activité pertinentes, de piloter la crise de façon synchronisée et in fine d'améliorer le dialogue entre les différents protagonistes. Ce dispositif a été testé lors de l'exercice Sequana de mars 2016.

La méthodologie employée de co-production de continuité d'activité Public-Privé (une première en France) est issue d'un Projet de recherche Européen baptisé « Euridice » dont le Responsable de la Commission fait partie.

---

# Commission Radicalisation en entreprise

---

Créée en novembre 2015, la commission est d'un grand intérêt pour les membres du CDSE (très bon climat d'échanges et de débats). Les premières réunions ont été consacrées à des entretiens avec des experts de ce sujet (ex : M. Banon -conseiller en gestion de la diversité culturelle et religieuse - le 12 janvier 2016 ; M. Calvar - Directeur Général de la Sécurité Intérieure - le 11 février 2016...).

## Réunions à venir :

### D'autres consultations auront lieu en 2016.

Un bilan des différentes consultations d'expert du sujet a été dressé et quelques lignes de force dégagées :

- La radicalisation fait désormais partie du paysage social et devient une question à part entière pour les Directions des Ressources Humaines (DRH) ;

- Le droit est insuffisant pour traiter des cas «limites» de radicalisation ;
- Les DRH restent encore frileux pour sanctionner les comportements extrémistes ;
- Les responsables de sécurité sont disposés à prendre leurs responsabilités pour peu qu'ils soient suivis ;
- La commission a formulé quelques propositions réalistes pour les pouvoirs publics qui s'articulent autour de deux axes :
  - La création d'un réseau de confiance entre les directeurs de la sécurité/sûreté et les services spécialisés afin de mieux repérer et traiter les individus à risques.
  - L'évolution du droit positif et notamment du droit du travail pour une meilleure prise en compte du phénomène de radicalisation en milieu professionnel.

---

# CDSE Junior

---

## Objectifs de la Commission :

- Fédérer les expériences des jeunes professionnels ;
- Rapprocher les générations autour du partage d'expérience ;
- Contribuer aux travaux du CDSE sur des sujets novateurs et originaux.

## Les règles de fonctionnement :

### Pour participer au CDSE Junior, il faut :

- Être salarié d'une entreprise membre du CDSE ;
- Avoir une fonction liée aux activités de sécurité/

sûreté, gestion des risques ou gestion de crise ;

- Être âgé de 20 à 40 ans ;

Une entreprise membre du CDSE dont un de ses salariés devient membre du CDSE Junior n'a pas à s'acquitter de droit d'entrée supplémentaire. La qualité de membre du CDSE Junior implique l'acceptation sans réserve des statuts et du règlement intérieur du CDSE ainsi que des règles de fonctionnement du CDSE.

## Organisation :

Le CDSE junior se réunit toutes les quatre à six semaines en assemblée plénière autour d'un thème

soumis au débat ou d'une visite d'un site en relation avec la sûreté. Elles sont également l'occasion de faire le point sur les activités en cours et de décider des activités futures de la commission. Elles sont enfin un lieu de décision collégiale sur tous les thèmes touchant à la vie de la commission.

Les membres du CDSE junior disposent également d'ateliers thématiques. L'objectif des ateliers est de permettre l'élaboration d'outils (cahiers techniques, kits de communication, synthèses, articles...) à destination de l'ensemble des membres du club. Les thèmes de ces ateliers sont proposés et adoptés par les membres en session plénière.

Les réunions du CDSE Junior sont animées par Julien MARCEL (CDSE). L'ensemble des réunions et des travaux du CDSE Junior sont organisés de façon collaborative. Chaque membre de la commission doit de façon cumulative ou non prendre à sa charge l'organisation d'une réunion, d'un débat ou l'animation d'un atelier...

### Quelques réalisations du CDSE Junior :

- Le Passeport de Conseil aux Voyageurs avec le soutien du CDC du MAE (Novembre 2012) ;
- La Campagne « Protection de l'information » avec le soutien de la D2IE (Juin 2013) ;
- La série d'articles : « Les réseaux sociaux en 10 questions » (2013/2014) ;
- Le Cahier Technique : « La géolocalisation appliquée à la sécurité des personnes en zones à risque : enjeux et points de vigilance » (novembre 2014).

### Membres de la Commission :

**A ce jour, le CDSE junior est composé de 28 membres.**

Les entreprises représentées en 2015 ont notamment été : Air France, Air Liquide, Bongrain, BNPP, Carrefour, Club Med, Fm logistic, Keiring, Michelin, La Poste, Orange, RFF, Renault, Safran, Sanofi, SNCF, Veolia, Vinci...



### Les thématiques 2015 :

#### Les ateliers :

- Les Drones : Réalisation d'un cahier technique ;
- Réflexions sur les réseaux sociaux (Attaques via les réseaux sociaux & protection de l'information sur les réseaux sociaux, un outil de communication de crise ...)

#### Les échanges et débats :

- Réflexions autour des systèmes industriels
- Cartographie
- Les carrières dans la sûreté/sécurité
- Serious games / Benchmark

### Perspectives 2016 :

#### Les axes de travail :

- Les métiers de la sûreté et ses diversités (en coopération avec le CDSE)  
Cette réflexion est menée autour de 4 axes de travail :

- Image et promotion de la fonction
- Profils et diversité
- Carrières et formations
- Métier-compétence-outils

**Objectifs : organiser des débats sur ces questions :**

- Réflexions sur les réseaux sociaux  
 Objectifs : Réalisation d'un benchmark sur la question réseaux sociaux (quels sont les risques gérés par une direction sûreté/sécurité pouvant faire l'objet d'un commentaire sur les réseaux sociaux, les directions sûreté sont-elles partie prenante dans la vieille réalisée sur les réseaux sociaux, existe-t-il des cellules de crise spécifique pour la question du « digitale » ? ...)
- Réalisation d'outil de promotion du métier auprès

du grand public et plus particulièrement du monde universitaire (réalisation d'un outil ludique autour de la question de la sûreté internationale)

- Réflexions sur l'audit électronique.

**Rencontres / Visites :**

- Délocaliser une journée en juillet le CDSE Junior à Lyon.
- Organiser une réunion annuel avec les membres actuels et les « anciens » membres de la commission afin de renforcer le réseau et le partage d'expérience.
- Inviter à certaines réunions plénières un Directeur Sécurité / Sureté afin qu'il nous présente son parcours et qu'il partage avec nous sa vision du métier.

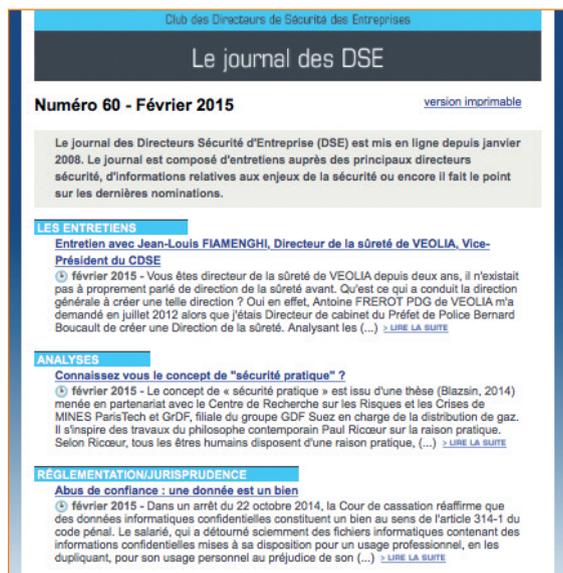
# Le Journal des DSE

Le journal des DSE a été créé le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Il se veut être à la fois un journal d'informations, de veille, d'analyse et de communication relative à la sécurité d'entreprise.

70 numéros sont sortis, 60 interviews ont été réalisées à la fois de directeurs de la sécurité et de la sûreté (Patrick Espagnol, Directeur de la Sécurité et de l'Intelligence Economique du groupe EDF) ou d'experts du domaine (Thomas Gomart spécialiste Russie à l'IFRI).

**Pour plus d'informations : [www.cdse.fr](http://www.cdse.fr)**



# Veille / Alerte

## Les départements Sécurité et Sûreté des entreprises doivent bénéficier d'éléments d'anticipation et de veille.

Dans ce cadre, le CDSE a noué un certain nombre de partenariats afin d'aider ces directions. Voici de façon non exhaustive, les outils de veille mis à leur disposition :

- des alertes en cas d'évènements graves ;
- une veille sur les menaces réalisée avec l'appui de la Direction Générale de la Sécurité Intérieure (DGSI) ;

- des veilles juridique et technologique mensuelles réalisées en association avec le CNPP ;

Les départements Sécurité et Sûreté des entreprises doivent bénéficier d'éléments d'anticipation et de veille.

- des alertes pays réalisés avec le concours du ministère des Affaires étrangères.

# Internet

## L'intranet du site [www.cdse.fr](http://www.cdse.fr) a été refondu en 2015.

L'intranet permet aux membres de se tenir informé de l'actualité du club et de ses évènements et leur facilite l'inscription aux manifestations.

Le forum, plus ergonomique est un véritable lieu d'échanges et de discussions. En outre, l'intranet donne accès à un annuaire des membres.

Enfin, sur cet espace privé, les adhérents disposent d'une bibliothèque de documents relatifs à la sécurité et à la gestion de crise, des outils d'aide, d'une veille juridique et technologique et d'un lieu où il est possible de déposer des offres et des demandes d'emploi.

Pour 2015, l'audience du site du CDSE continue à croître (entre 8 000 et 12 000 visites par mois).



# Le réseau

**Le CDSE compte 105 entreprises membres, contre 34 entreprises en 2008.**

9 nouvelles entreprises ont rejoint le CDSE : Clarins, Chanel, Disneyland Paris, Edenred, France Télévisions, Fromagerie Bel, Hermès, Stet & Sodexo. Le CDSE a également étendu son réseau auprès d'acteurs institutionnels qui participent à ses travaux .

Le Centre de Crise du ministère des Affaires étrangères, la Direction générale de la Sécurité intérieure, la Direction du renseignement de la Gendarmerie Nationale, la Direction de la Protection et de la Sécurité de la Défense et les Douanes sont des partenaires de longue date du CDSE. Depuis, de nouvelles organisations ont également rejoint le réseau : le Commissariat à l'Information Stratégique et à la Sécurité Economiques, l'École Nationale Supérieure de la Police, le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, la Direction de la Coopération Internationale...

## Adhérer au CDSE en 2016 c'est :

- *Partager ses expériences et s'enrichir de celles des autres*
- *Appartenir à un réseau de professionnels de la sécurité / sureté*
- *Vivre l'évolution du métier de directeur sécurité/sureté dans le cadre de commissions et d'ateliers pratiques (Commission Internationale, Gestion de Crise, Sécurité des Systèmes d'information ... )*
- *Bénéficier de cahiers techniques opérationnels sur des sujets d'actualité (géolocalisation, drones, vidéo protection, etc...)*
- *Participer à des séminaires fermés sur des thèmes élaborés à partir des préoccupations de la profession (fraude interne, management de la sécurité, gestion de crise, identification des menaces, analyse des évolutions géopolitiques, évolution du métier...)*
- *Bénéficier d'un outil de veille (veille juridique, veille géopolitique, veille en termes d'identification des menaces, Intelligence Economique)*
- *Participer au colloque international des directeurs sécurité*
- *Renforcer les synergies entre les pouvoirs publics et le CDSE en matière de sécurité/sûreté*
- *Offrir un accès privilégié à des formations grâce à des partenariats conclus entre le CDSE et des organismes de formation (L'Ecole nationale supérieure de la Police (ENSP) ESCP Europe, EPITA et INHESJ)*
- *Participer à la promotion de la culture sécurité.*



**CDSE • Club des Directeurs de Sécurité/Sûreté des Entreprises**

6, place d'Estienne d'Orves - 75009 Paris

01 72 317 318

[www.cdse.fr](http://www.cdse.fr)